



Réflexions sur

Défense & sécurité nationale

Quelles réformes pour
l'ère démocratique?

Par Mohamed Meddeb

Général de Brigade (à la retraite) Armée Nationale

Leaders



978 9633 128 033

Titre 1

Le contexte sécuritaire, menaces et risques

1. LE CONTEXTE REGIONAL

Depuis les évènements de fin 2010 en Tunisie, la situation géopolitique et sécuritaire dans notre région, le monde arabe, est dominée par une nette recrudescence de la violence engendrée par de nombreux facteurs dont notamment les suivants :

a. L'échec de ces mêmes pays arabes à trouver la bonne voie de la transition démocratique, l'une des aspirations principales des peuples qui se sont soulevés. En effet, la Libye, la Syrie, le Yémen, l'Égypte, l'Irak et à un moindre degré le Mali, le Niger, ont été et sont toujours le théâtre d'une violence continue impliquant le régime en place, quand il tient encore, des factions armées locales rivales, des forces étrangères et plus particulièrement des groupes terroristes locaux et transnationaux.

b. L'ingérence étrangère dans ces pays non seulement par les voies diplomatiques traditionnelles, mais par des

interventions militaires directes sous diverses couvertures, le Conseil de Sécurité de l'ONU, coalition régionale, accord bilatéral entre le pays concerné et les pays intervenants et autres formes d'entendement.

Ainsi, excepté, encore une fois, la Tunisie, les pays dits du printemps arabe sont aujourd'hui un champ de bataille ouvert aux interventions étrangères militaires des plus diverses et parfois des plus insensées, les forces aériennes américaines et françaises se trouvent, depuis quelques mois, en train de combattre les forces de Daech non seulement en Irak mais aussi en Syrie, pratiquement du côté des forces du régime de Bachar Al Assad contre un même ennemi; et ce en dépit de la politique américaine visant à faire tomber ce même régime syrien. En Libye, et après l'intervention militaire guidée par la France qui a mis fin au régime de Kadhafi en 2011, et vu l'absence d'un pouvoir central maîtrisant la situation, nombreux sont les pays qui s'invitent et ceux qui se font inviter par certaines parties libyennes à y intervenir militairement pour éliminer les factions rivales. Ainsi, la Syrie, l'Irak, le Niger et le Mali sont le théâtre d'interventions militaires étrangères directes, les autres pays font également objet d'ingérences mais jusque-là plus discrètes et plus indirectes. Quels que soient les motifs de ces interventions étrangères militaires et leurs justifications, elles contribuent dans les faits à aggraver davantage l'instabilité dans la région.

c. La recrudescence des activités terroristes et la multiplication des groupes extrémistes sont, pour leur part, d'autres phénomènes dominant la situation sécuritaire dans notre zone. Après Al Qaïda « mère » de Ben Laden et la vague des Al Qaïda régionales, au Maghreb islamique, à el Jazira el Arabia, au Yémen, fi biled errafideins... ; aujourd'hui nous vivons l'ère des Daech et d'Ansar Charia. Ces organisations auraient quelques différences plus ou

moins significatives, mais ont toutes de forts points communs: l'extrémisme religieux «ettekfiri» pour fondement idéologique, recourent aux mêmes modes opératoires : une barbarie poussée à l'extrême pour l'anéantissement de l'autre qui est la plupart du temps un autre musulman et un concitoyen; et aboutissent aux mêmes résultats : de très nombreuses victimes innocentes très largement parmi leurs coreligionnaires musulmans, sans discrimination, des agents d'institutions sécuritaires étatiques, des civils non armés, des hommes mais également des femmes, des vieillards et des enfants et toujours les mêmes résultats: davantage de victimes, l'effondrement des institutions de l'Etat, la déconfiture de la société et le chaos là où ils arrivent à mettre pied.

Evidemment, tous ces bouleversements dans la région ont des impacts directs et déterminants sur l'évolution de la situation générale et sécuritaire en Tunisie ; et leur considération s'impose aux responsables politiques et militaires lors de l'étude de la problématique «Défense et sécurité nationale ».

2. LA SITUATION SECURITAIRE INTERIEURE DU PAYS

Juste après le 14 janvier 2011, la situation sécuritaire en Tunisie a fortement souffert, entre autres, du retrait des forces de sécurité intérieure des lieux publics survenu suite à la dégradation de la relation entre le corps sécuritaire et la société en général. Ces relations ont été dominées, à cette époque, par une grande méfiance et suspicion réciproques, quelquefois peu fondées et souvent exagérées. Heureusement, pas à pas, les rapports entre forces sécuritaires et citoyens se sont nettement améliorés pour devenir de nos jours plutôt positifs, de respect et de confiance réciproques ; ce qui a commencé à impacter positivement les résultats de

la lutte menée contre le terrorisme. En effet, ces derniers temps, d'importants succès ont été enregistrés grâce à l'engagement du citoyen à côté des sécuritaires, particulièrement au niveau de la recherche et la collecte de renseignements en rapport avec le terrorisme. La période post-14 janvier 2011 a été essentiellement caractérisée donc par une insécurité interne due essentiellement à l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, aggravée par les retombées du soulèvement populaire en Libye, l'ouverture presque totale des frontières tuniso-libyennes et la grande affluence de réfugiés tant libyens qu'étrangers vers la Tunisie, d'où la libre circulation entre les deux pays aussi de terroristes, de criminels de tout type, accompagnée de mouvements incontrôlés d'armes, d'explosifs et accessoires connexes.

Cette situation de faiblesse de l'autorité de l'Etat, d'instabilité politique et sécuritaire a été propice à la profusion de nombreux groupes religieux extrémistes et par la suite au développement, surtout en 2013 et 2014, d'intenses activités terroristes dans les diverses régions du pays et notamment le long des frontières occidentales. Le bilan en pertes humaines de la lutte contre le terrorisme, jusqu'à cette date, fin novembre 2014, est assez significatif: plus de trente-cinq victimes militaires, une quinzaine d'agents des forces de sécurité intérieure, quatre civils dont deux personnalités politiques et de nombreux blessés. Du côté des terroristes, plus d'une trentaine d'éléments abattus dont 5 femmes, des centaines d'activistes terroristes et de suspects arrêtés et des réseaux de soutien logistique et financier démantelés. Ces succès sécuritaires comportent en eux aussi la perturbation des plans d'action terroristes et très probablement l'avortement de certaines opérations qui auraient été projetées ou en cours de préparation en relation avec le déroulement des élections législatives et présidentielles. Certes, là ce sont des indicateurs réels du regain d'efficacité des forces de sécurité

intérieure. Les efforts considérables déployés conjointement par les différents corps, l'Armée Nationale, les Forces de Sécurité Intérieure ainsi que la Douane ont permis à ces élections de se dérouler dans de bonnes conditions.

Ainsi, l'évolution des évènements dans la région, notamment en Libye, confirme bien l'ampleur des menaces terroristes réelles actuelles et leur persistance prévisible pour les prochaines décennies, d'où la nécessité d'en prendre pleinement compte en pensant le dossier de la «Défense et sécurité nationale» pour les vingt prochaines années.

3. LES MENACES ET RISQUES

D'abord une précision de terminologie : on entend par menace toute situation où la nation doit faire face à une volonté hostile intentionnelle d'agresser le pays, territoire et population, une attaque conduite par une armée étrangère étatique en est l'exemple type. Par contre, un risque est une situation où un événement important dérèglerait d'une façon significative la vie normale de la nation en causant des dégâts et des perturbations importantes, sans que cela soit le résultat d'une intention hostile. Il s'agit en général de calamités naturelles, d'accidents et de perturbations graves des services publics. Au vu de ce qui précède à propos de la situation sécuritaire intérieure et celle prévalant dans la région, on peut identifier pour les 20 - 30 années à venir les menaces et risques suivants:

A. Les menaces

- Agression militaire conventionnelle contre l'intégrité territoriale du pays ;
- Le terrorisme avec ses dimensions nationale, régionale et internationale,

- Infiltration ou attaque ponctuelle de groupes subversifs, à travers les frontières terrestres ou les espaces aérien et maritime,
- Atteinte grave à l'ordre public interne.

B. Les risques

- Afflux d'un grand nombre de réfugiés de pays voisins,
- Catastrophes naturelles : inondations, incendies, tremblements de terre...
- Graves accidents industriels, de circulation routière, ferroviaire, ou aérienne...

En outre, l'Armée tunisienne a depuis longtemps eu, et je pense continuera à avoir, à contribuer à relever les deux défis suivants :

- Le développement des régions sahariennes et isolées,
- La participation aux opérations de maintien de la paix dans le monde, sous l'égide des Nations Unies.

Toute politique de défense à concevoir devra permettre dans un premier temps de prévenir les menaces et risques ci-dessus identifiés, et si cette prévention devait faillir, cette même politique de défense devra permettre au pays et plus précisément aux Forces Armées de faire face à l'agression.

Faire face à ces menaces et risques ainsi que relever les défis identifiés constituent, au fait, les missions mêmes des forces armées.